

Peut-on refonder l'Union européenne par la culture?

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Jean-Noël Tronc, directeur général de la Sacem, publie «*Et si on recommençait par la culture?*». Il y plaide pour refonder l'Union européenne grâce à la culture en favorisant l'émergence d'une souveraineté européenne afin de protéger notre industrie culturelle.

Jean-Noël Tronc est directeur général de la Sacem. Il publie Et si on recommençait par la culture? (Seuil, 2019).

FIGAROVOX.- Lundi 15 avril dernier, la directive européenne visant à réformer le droit d'auteur a été définitivement validée, après un vote des ministres de l'Union européenne. Quelle réaction faites-vous?

Jean-Noël TRONC.- C'est une excellente nouvelle pour les secteurs culturels, pour l'internet libre et ouvert, et pour l'Europe en général. Cette directive «Droits d'auteur» va permettre que les grands acteurs de l'internet commercial rémunèrent mieux les journalistes et les entreprises de presse, les auteurs et les artistes et, de manière générale, les secteurs culturels. C'est un texte d'équilibre, dans lequel il ne faut pas oublier que sont aussi introduites de nouvelles exceptions au droit d'auteur. Autre point important, l'article qui renforce les obligations des grandes plateformes commerciales de contenus partagés exclut tout filtrage généralisé et ne concerne pas des services comme Wikipedia.

Il faut donc saluer l'adoption de ce texte par les députés européens et tout particulièrement certains d'entre eux qui se sont engagés personnellement pour qu'il aboutisse: Jean-Marie Cavada, Pervenche Bérès, Virginie Rozière, Axel Voss, Christian Ehler, Helga Trüpel, etc. Leur force de conviction et leur courage ont été déterminants, face à une campagne de lobbying sans précédent, qui jusqu'au bout a mêlé désinformation et intimidation.

Avec ce vote, l'Union européenne vient de prouver deux choses essentielles. Premièrement, elle peut agir pour protéger sa souveraineté économique et politique ; le laisser-faire d'une Union divisée et donc impuissante n'est pas inéluctable. Deuxièmement, l'Union européenne peut donner l'exemple au niveau mondial, comme elle l'a fait avec le RGPD, sur la protection des données personnelles. Cette directive, dont l'impact est mondial, marque la fin d'un cycle, celui de l'impunité juridique sur internet organisée par la directive commerce électronique et son équivalent américain du *digital millenium copyright act* en 2000.

De notre côté, pour les acteurs de la culture, nous avons prouvé qu'unis, nous pouvons gagner des combats, là où ces dernières années avaient donné le sentiment d'un mouvement inéluctable, hostile aux modèles juridiques qui sont la pierre angulaire du financement de la culture, dont le droit d'auteur. Je rappelle qu'à l'origine de cette *copyright directive*, comme on l'appelle à tort (le droit d'auteur, notion différente de celle du *copyright*, est le cadre légal de 24 des pays de l'Union, et sa traduction anglaise correcte est «*author's right*»), l'intention clairement exprimée dans des rapports émanant de la Commission ou du Parlement, comme le fameux rapport Reda, c'était d'aller vers un monde du *fair use*, en bref, faire de l'exception au droit d'auteur la règle, et du droit d'auteur l'exception.

À présent, nous ouvrons une nouvelle étape, celle de la transposition de la di-

rective dans chaque pays européen, qui ne sera pas simple non plus. Il faut rester mobilisés, vigilants, et que la France donne le plus vite possible l'exemple par une transposition ambitieuse.

Dans *Et si on recommençait par la culture?*, vous appelez à refonder l'Union européenne sur la culture en passant par une souveraineté européenne. La culture européenne a-t-elle nécessairement besoin d'une souveraineté européenne?

Sans avenir pour la culture européenne, il n'y a pas d'avenir possible pour l'Europe. De tous les continents, l'Europe est le seul à être d'abord une civilisation commune, depuis près de 30 siècles. L'importance accordée à la culture, sous toutes ses formes, comme fondement de notre identité et de notre éducation, est une des dimensions phare de l'Europe, copiées par d'autres, qui regardent la créativité européenne comme un modèle. L'économie de la culture, au sein de l'Union européenne, c'est 535,9 Mds d'euros de revenus annuels et 7 millions d'emplois... soit 2,5 fois plus que l'industrie automobile.

Or, l'avenir de nos industries culturelles, et donc d'une partie de notre modèle culturel, est menacé par la domination croissante de géants de la technologie qui ne sont pas européens et remettent en cause nos systèmes de régulation et de financement de la culture. Un acteur comme Netflix finance la création et développe une alternative au piratage des films et séries, c'est une bonne chose. Mais son modèle californien promeut une vision de l'auteur comme salarié qui menace directement le principe central du droit de l'auteur à une rémunération proportionnelle au succès de son œuvre. C'est une lourde menace pour l'indépendance des auteurs et la diversité culturelle, et pour la création européenne contre laquelle, par exemple, les cinéastes et scénaristes danois se sont insurgés à l'automne 2018.

Cette remise en cause dépasse largement le seul cadre de la culture: il concerne l'ensemble de nos normes démocratiques, qu'il s'agisse de responsabilité éditoriale face aux contenus haineux ou aux fausses informations, ou de l'égalité devant l'impôt, nos règles de concurrence, mises à mal par des quasi-monopoles privés et notre système social, pour lequel l'ubérisation croissante représente une menace croissante.

Dans ce monde nouveau, global et digital, dans lequel ces plateformes sont aussi des partenaires, et un moyen essentiel pour les œuvres de circuler et donc pour les auteurs, les artistes, les producteurs et les éditeurs, d'être rémunérés, tout l'enjeu est de préserver un rapport de force qui amène à définir ensemble des règles du jeu qui soient équitables. Il ne s'agit rien de moins que de garantir la pérennité du modèle européen et de rétablir notre souveraineté.

Mais la culture européenne n'est-elle pas justement un alliage des différentes cultures nationales? Peut-il exister une culture européenne indépendamment des cultures nationales?

L'identité européenne est le fruit d'un processus économique, politique, intellectuel et culturel, engagé depuis trois millénaires par des peuples qui se mélangent sur le même «isthme de l'Asie». Cela fait des siècles qu'étudiants, artistes, marchands et pèlerins se déplacent librement sur le continent, contribuant au brassage des cultures et des idées. Accessoirement, l'Europe existait avant les nations, et plus encore, avant toute forme d'union politique ou économique.

Effectivement, aujourd'hui, cet héritage commun s'exprime et s'incarne d'abord dans des cultures nationales et des langues différentes, ce qu'illustre bien la devise de l'Union, «Unie dans la diversité». Mais, vu d'Amérique ou

d'Asie, il est évident que ces identités sont reliées par l'appartenance à une civilisation commune. Dès que vous faites l'expérience de voyager ou de travailler hors d'Europe, avec d'autres Européens, cette parenté culturelle vous frappe.

En réalité, l'obstacle le plus fort ne vient peut-être pas tant des identités nationales que de la tension fondatrice du projet européen lui-même, qui hésitait entre deux grandes orientations: une «Europe de la paix», consistant à briser les souverainetés et abolir les nations, vision dans laquelle le citoyen européen est souvent réduit à sa dimension de «consommateur» ; ou bien une «Europe de puissance», fondant les Nations en un ensemble plus vaste pour rassembler les forces des Européens et affirmer la puissance européenne au niveau mondial, notamment au plan de «l'influence douce», pour ne pas dire soft power.

Depuis le traité de Rome, c'est clairement la première approche qui prévaut, avec une priorité donnée à l'intégration économique, considérée comme un gage de prospérité et de paix. Avec un vrai déni sur notre identité culturelle commune, ce qui se paye: parce qu'ils ont l'impression qu'on déprécie leur identité nationale, en lui substituant une appartenance européenne sans vrai visage ni signification, de nombreux citoyens européens se détournent du projet européen et se replient sur leurs particularismes nationaux. Parler de souveraineté européenne à reconstruire, c'est considérer qu'il faut changer d'approche en assumant une politique de puissance, c'est-à-dire en affirmant notre identité européenne commune, et en assumant son histoire et sa grandeur.

Vous écrivez que qu'il est «frappant de voir combien la notion de consommateur tient souvent lieu d'ersatz de celle de citoyen». N'est-ce pas selon cette conception que l'Union européenne s'est malheureusement construite?

Oui, la Communauté européenne s'est d'abord construite en 1957 sans la culture et, depuis 20 ans, beaucoup d'initiatives «bruxelloises», souvent au nom de l'harmonisation et du marché unique, ont plutôt été hostiles aux intérêts des politiques et des acteurs culturels. Quand la culture est vraiment entrée dans les compétences de l'Union, au moment du Traité de Maastricht, il était d'une certaine manière trop tard.

Le marché commun ne suffit pas à faire rêver les citoyens, qui demandent au projet européen du sens et de l'ambition. On a échoué à faire de la réunification de l'Europe après la chute du Mur, qui, pour ma génération, est le vrai «miracle» européen, un deuxième souffle sur lequel construire vraiment l'Union de tous les Européens. L'éloignement croissant des peuples vis-à-vis de «Bruxelles» n'a cessé, pour de bonnes et de mauvaises raisons, de croître, et l'adhésion -réelle- d'une bonne partie des eurocitoyens à l'Union est plus affaire de raison, face à un monde de plus en plus dangereux, que d'attachement profond. Cette une situation dangereuse face à laquelle nous devons - et nous pouvons - agir.

En plus, il faut quand même regarder en face les chiffres. Le seul vrai projet intégrateur, au sens culturel, c'est Erasmus, créé il y a 30 ans, et élargi aux apprentis, aux formateurs et aux lycéens et collégiens. Il a bénéficié à 4 millions d'étudiants. C'est formidable. Mais c'est marginal, même pour la population étudiante. Le programme pèse à peine 1,5 % du budget de l'Union.

Quant aux actions vraiment dédiées aux secteurs culturels, regroupés dans les programmes Europe Créative, ils représentent dans le nouveau projet de budget européen, 250 M€ par an, soit 0,001% du total! C'est une goutte d'eau dans l'océan du marché commun. Il faut clairement inverser les priorités. Ce

n'est pas le tarif Méline qui a fait la République, ce sont les instituteurs, la liberté de la presse, de conscience et d'association, donc de création, et le soutien aux Beaux-Arts!

Quelles sont vos propositions pour renforcer l'identité européenne?

D'abord, ne soyons pas naïfs: on part de loin, et c'est l'affaire d'une génération. Mais si on ne s'y met pas, le risque d'un délitement progressif, ou brutal, à l'occasion d'une nouvelle crise, est à prendre au sérieux. À l'inverse, il y a une vraie envie des Européens de ne pas sortir de l'histoire mondiale, et d'y affirmer haut et fort nos valeurs. Konrad Adenauer avait parfaitement résumé le défi qui nous attend: «l'Europe ne grandira pas à force de traités. Elle se développera directement dans le cœur des citoyens, ou sera vouée à l'échec.» L'identité européenne, c'est-à-dire la perception et la reconnaissance d'une histoire, de valeurs et d'espoirs qui nous rassemblent, ne pourra progresser que si nous «reconnectons» le destin de l'Union européenne avec celui de ses citoyens, dans leur vie quotidienne et même intime. Erasmus c'est la fraternité concrète entre les peuples d'Europe. Dans mon livre, je propose une dizaine de mesures simples, et faciles à mettre en œuvre, pour remettre notre identité culturelle commune au cœur de notre vie quotidienne. En voici quelques exemples:

1/ La création d'un pass culturel européen à l'école primaire: il s'agirait de remettre aux enfants, lors de leur entrée à l'école primaire, un document qui les invite à réaliser des expériences culturelles - visite d'un musée, d'une bibliothèque, découverte d'un spectacle de théâtre... Obligatoire, ce parcours favoriserait la découverte des grands auteurs et des grandes œuvres de l'Europe, et contribuerait donc à nourrir notre identité commune.

2/ La création de programmes d'information communs: alors que peu de chaînes nationales ou d'information continues diffusent des informations sur l'actualité des autres pays d'Europe, il s'agirait de créer des «quotas d'infos», comme ceux qui existent à la radio pour garantir la représentation des artistes européens. Une telle mesure renforcerait notre sentiment de «voisinage» avec les pays voisins, et notre envie de construire avec eux.

3/ Imprimer - enfin! - des visages européens sur nos billets d'euros: les portes et les fenêtres qui figurent actuellement sur ces billets incarnent tristement le vide identitaire de l'Union. Utilisons la possibilité d'un référendum européen, prévue dans les traités, pour demander aux 350 millions d'Européens concernés de choisir des grandes figures de l'histoire européenne: artistes, scientifiques, personnalités politiques, etc.).

Le plus souvent, on parle de l'Europe comme d'une construction politique et économique. Mais elle est aussi une construction affective et mentale! C'est ce «deuxième étage de la fusée» que nous devons bâtir désormais.

par Etienne Champion

